

NECESSITE D'UNE REFORME DE LA LOI SUR LES VICES REDHIBITOIRES

ELEMENTS EN VUE DE CETTE REFORME

THESE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 6 Mars 1964

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Jean-Claude DELENCLOS

Né le 28 Aout 1940, à WAILLY-BEAUCAMP (Pas-de-Calais)



Imprimerie DELZANNO

32, Cours d'Herbouville, 32

LYON

1964

NECESSITE D'UNE REFORME
DE LA LOI
SUR LES VICES REDHIBITOIRES

ELEMENTS EN VUE DE CETTE REFORME

**NECESSITE D'UNE REFORME
DE LA LOI
SUR LES VICES REDHIBITOIRES**

ELEMENTS EN VUE DE CETTE REFORME

THESE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 6 Mars 1964

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Jean-Claude DELENCLOS

Né le 28 Aout 1940, à WAILLY-BEAUCAMP (Pas-de-Calais)



Imprimerie DELZANNO

32, Cours d'Herbouville, 32

LYON

1964

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

Directeur	MM. FLORIO
Directeur honoraire	JUNG TAPERNOUX
Professeur honoraire	CUNY

PROFESSEURS

Pharmacie, Toxicologie	MM. TAPERNOUX
Anatomie descriptive, Anatomie appliquée	BARONE
Physiologie, Thérapeutique, Pharmacodynamie —	BOST
Histologie, Embryologie, Anatomie pathologique	LUCAM
Hygiène et industrie des aliments d'origine ani- male	FLACHAT
Zoologie appliquée, Parasitologie externe, Parasi- tologie interne	EUZEBY
Pathologie médicale des équidés et des carnivo- res, Législation vétérinaire	FLORIO
Pathologie médicale du bétail et des animaux de basse-cour	COTTEREAU
Technique chirurgicale, Pathologie chirurgicale	COLLET
Obstétrique, Pathologie de la reproduction	BERTRAND
Microbiologie, Immunologie, Maladies contagieu- ses, Police sanitaire	JOUBERT
Ethnologie, Hygiène, Zootechnie, Economie ru- rale	FROGET
Botanique appliquée, Agronomie, Alimentation ..	JEAN-BLAIN
Physique et Chimie biologiques et médicales ..	MAGAT

CHEFS DE TRAVAUX

MM. FERNEY, RUCKEBUSCH, Agrégés.
MM. BUSSIERAS, OUDAR, VAN HAVERBEKE, LAPRAS,
LE NIHOANNEN, JEAN-BLAIN.

ASSISTANTS

MM. BLAVIGNAC, PROY, VERINE, CHANTEGRELET

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

Président : M. le Professeur ROCHE, de la Faculté de Médecine.
Premier Assesseur : M. le Professeur FLORIO, de l'Ecole Vétérinaire.
Deuxième Assesseur : M. le Profess. COTTEREAU, de l'Ecole Vétérinaire.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MEMOIRE DE MON PERE

A MA MERE

En témoignage de mon affection.

A TOUS LES MIENS



A NOTRE PRESIDENT DU JURY

MONSIEUR LE PROFESSEUR ROCHE

De la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon

Hommages respectueux.

A NOTRE JURY DE THESE

MONSIEUR LE PROFESSEUR FLORIO

Directeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire

Qui nous a donné l'idée de ce travail.

Modeste témoignage de notre reconnaissance pour l'enseignement qu'il nous a prodigué et la sollicitude qu'il nous a constamment accordée.

MONSIEUR LE PROFESSEUR COTTEREAU

De l'Ecole Nationale Vétérinaire

Pour l'accueil qu'il nous a toujours réservé dans son service.

Témoignage de notre respectueuse reconnaissance.

A TOUS NOS MAITRES

DE L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

INTRODUCTION

La législation spéciale aux vices rédhibitoires repose sur la loi du 2 août 1884 modifiée par la loi du 31 juillet 1895, la loi du 23 février 1905, la loi du 24 février 1914, et la loi du 7 juillet 1933. Elle s'inscrit dans le titre VI, articles 284 à 294, du Code rural.

Aussi, considérant l'époque de promulgation de la première loi et des diverses modifications qui lui ont été apportées, serions-nous en droit de penser à son opportunité. Le temps et un recul de plus de soixante années ne sont-ils pas en effet des éléments reconnus, en matière de législation, pour juger des bienfaits que la loi a pu apporter au contentieux vétérinaire ?

Considérant par ailleurs le libellé de cette loi quant aux espèces et aux vices — le cheval, l'âne et le mulet sont les plus intéressés — la loi, de prime abord, peut nous paraître dépassée. De fait, des rudiments d'économie, la connaissance des progrès de la Science et de la Technique, ou encore la consultation des statistiques nous autorisent à poser le problème de son actualité. Preuve est faite de la diminution du cheptel équin depuis 1884 et, si un cheval disparaît d'une exploitation il s'y trouve avantageusement remplacé non seulement par le tracteur, mais par nombre d'animaux des autres espèces. En outre, de l'avis de praticiens, la plus grande part des rédhibitions est prononcée pour tuberculose bovine, le reste des cas prévus par la loi demeurant le plus souvent lettre morte.

Le problème est posé : la loi de 1884 est-elle encore justifiée et est-elle toujours d'actualité ? Sinon comment les magistrats ont-ils rendu justice, c'est-à-dire comment la jurisprudence a-t-elle pu obvier à une législation qui persiste ? A la lumière de ces renseignements, y a-t-il lieu de garder la loi dans son état actuel ? Ou y a-t-il lieu de la supprimer ? Ou encore y a-t-il nécessité de la réformer, et cela, en quel sens ?

Pour répondre à ces questions, une première partie étudiera dans quel esprit la loi fut promulguée. Elle s'appellera HISTORIQUE ET JUSTIFICATION DE LA LOI.

Dans la seconde partie, nous essaierons de montrer les bienfaits et les inconvénients de cette loi. Par ces *critiques*, nous espérons répondre à la seconde question.

La troisième partie sera consacrée à l'étude de l'interprétation actuelle de la législation par les magistrats. Nous la nommerons JURISPRUDENCE ACTUELLE.

La quatrième partie puisera dans les renseignements qui précèdent les éléments de la synthèse d'une nouvelle loi. Elle s'intitulera PROJETS DE LOI.



PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE ET JUSTIFICATION DE LA LOI

La Promulgation du Code civil remonte à 1804. Pour ce qui est de l'agriculture et des choses qui s'y rapportent, il ne pouvait répondre à toutes les questions. Si bien que, de 1814 à 1852, nombre de lois furent votées — dont celle de 1838 sur les vices rédhibitoires — établissant plus précisément un droit rural. Dès 1852, le Sénat sentit la nécessité de les codifier en un Code rural. L'idée de ce dernier revient à l'Assemblée Constituante. La nuit du 4 août 1789 ayant aboli tous les privilèges et, par là-même, presque toute réglementation, la loi du 2 septembre 1789 ordonna la préparation d'un Code rural.

Ce n'était que réactions normales au désordre qui régnait en matière de législation rurale, et, pour ce qui nous intéresse — le commerce des animaux domestiques — les choses étaient semblables.

I. — AVANT 1804.

La Garantie dans le commerce des animaux domestiques était régie selon les provinces par le droit romain ou par le droit coutumier.

Les Romains avaient réglé le commerce des bêtes de somme et des esclaves par certains articles de l'Edit des Ediles Curules. Essentiellement érigés en faveur de l'acheteur, ces principes tendaient à le préserver de la moralité douteuse ou des manœuvres frauduleuses du vendeur.

1° Le vendeur répond de tout vice grave sans qu'on ait songé à énumérer limitativement les vices donnant lieu à garantie.

2° Pour qu'il soit tenu à la garantie, l'acheteur doit prouver que le vice existait au moment de la vente. Son action a beau être limitée à un délai assez court, il n'est pas dispensé pour cela de sa preuve.

3° La garantie consiste soit en l'action rédhibitoire, soit en l'action en réduction de prix, soit encore en l'action « ex-empto » c'est-à-dire celle que peut intenter l'acheteur d'un animal n'ayant pas les qualités promises par le vendeur au moment de la vente.

Dans les provinces françaises où fut introduit le droit romain, les Jurisconsultes l'étendirent à la vente de tous les animaux domestiques. Dans d'autres provinces, et ce surtout au nord de la Loire, le droit coutumier avait créé d'autres principes.

Le jugement de quelques tribunaux, les arrêts du Parlement, l'opinion et les conseils de quelques experts, et la tradition qui les a conservés, constituaient les bases essentielles du droit coutumier. Les usages, et même les coutumes locales, créèrent des réglementations extrêmement diverses entre provinces et même entre communes voisines. Ce manque d'uniformité se traduisait surtout dans

l'appréciation du vice et du délai dont disposait l'acheteur pour intenter son action. Citons quelques exemples :

1° Quant aux vices : la rétivité était vice rédhibitoire dans le Bas-Rhin. En Moselle, il n'était question que de morve, pousse ou courbature.

2° Quant aux délais : Dans le Bas-Rhin, la morve était garantie quatre semaines, en Moselle elle n'était garantie que pendant quarante jours.

Il en résultait :

1° Une gêne dans les transactions commerciales conclues entre parties n'appartenant pas à la même province, ou même, ne résidant pas dans la même commune.

2° Une extrême diversité des jurisprudences.

II. — DE 1804 A LA PROMULGATION DE LA LOI DE 1838.

L'application des articles 1641 à 1649 du Code civil apportait une réglementation des vices rédhibitoires. Mais la teneur de l'article 1641 était si vague qu'elle laissait à l'appréciation du juge et de l'expert le soin de juger de la gravité du vice (Article 1641 du Code Civil : « Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus »).

De plus, l'article 1648 se réfère explicitement aux usages des lieux : « L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur, dans un bref délai,

suivant la nature des vices rédhibitoires, et l'usage du lieu où la vente a été faite ».

Ainsi les coutumes subsistaient, tant pour le délai que pour la nomenclature des vices. Avant ou après la promulgation du Code civil, le commerce des animaux domestiques était toujours l'objet de fraudes, de procès aussi nombreux qu'incertains dans leurs résultats.

Aussi « est-ce pour régulariser ce qu'un pareil état de choses avait d'arbitraire et de fâcheux, pour ramener les tribunaux à des principes communs et invariables, pour donner à la justice ce caractère de fixité qui doit inspirer la confiance dans les relations commerciales » qu'un projet de loi sur les vices rédhibitoires fut élaboré.

III. — PREPARATION ET PROMULGATION DE LA LOI DU 20 MAI 1838.

En 1834, la Monarchie de Juillet consulta les Conseils généraux dans le but de connaître les dispositions et usages en vigueur dans leurs départements, pour ce qui est du commerce des animaux domestiques. Avis fut demandé également et en même temps aux Ecoles Vétérinaires de Lyon, Alfort et Toulouse, pour s'informer des dispositions de la future loi. De ces consultations, il résulta que la nomenclature des vices rédhibitoires devait être déterminée, et la durée des délais de garantie fixée.

Le projet de loi fut présenté le 15 février 1838, par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, à la Chambre des Pairs. Discutée et modifiée, la loi fut promulguée le 20 mai 1838 en ces termes :

ARTICLE PREMIER. — Sont réputés vices rédhibitoires et donneront seuls ouverture à l'action résultant de l'article 1641 du Code civil, dans les ventes ou échanges des animaux domestiques ci-dessous dénommés, sans distinction des localités où les ventes et échanges auront eu lieu, les maladies ou défauts ci-après, savoir :

Pour le cheval, l'âne et le mulet,

La fluxion périodique des yeux, l'épilepsie ou mal caduc, la morve, le farcin, les maladies anciennes de poitrine ou vieilles courbatures, l'immobilité, la pousse, le cornage chronique, le tic sans usure des dents, les hernies inguinales intermittentes, la boiterie intermittente pour cause de vieux mal.

Pour l'espèce bovine,

La phthisie pulmonaire ou pommelière, l'épilepsie ou mal caduc, les suites de la non-délivrance et le renversement du vagin ou de l'utérus après le part chez le vendeur.

Pour l'espèce ovine,

La clavelée : cette maladie reconnue chez un seul animal entraînera la rédhibition de tout le troupeau. La rédhibition n'aura lieu que si le troupeau porte la marque du vendeur. Le sang de rate : cette maladie n'entraînera la rédhibition du troupeau qu'autant que, dans le délai de garantie, sa perte constatée s'élèvera au quinzième au moins des animaux achetés. Dans ce dernier cas, la rédhibition n'aura lieu également que si le troupeau porte la marque du vendeur.

ARTICLE 2. — L'action en réduction de prix, autorisée par l'article 1644 du Code civil, ne pourra être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés dans l'article 1^{er} ci-dessus.

ARTICLE 3. — Le délai pour intenter l'action rédhibitoire sera, non compris le jour fixé pour la livraison, de trente jours pour le cas de fluxion périodique des yeux et d'épilepsie ou mal caduc ; de neuf jours pour tous les autres cas.

ARTICLE 4. — Si la livraison de l'animal a été effectuée ou s'il a été conduit, dans le délai ci-dessus, hors du lieu du domicile du vendeur, les délais seront augmentés d'un jour par cinq myriamètres de distance du domicile du vendeur au lieu où l'animal se trouve.

ARTICLE 5. — Dans tous les cas, l'acheteur à peine d'être non recevable, sera tenu de provoquer, dans les délais de l'article 3, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal ; la requête sera présentée au juge de paix du lieu où se trouve l'animal. Ce juge nommera, immédiatement, suivant l'exigence des cas, un ou trois experts, qui devront opérer dans le plus bref délai.

ARTICLE 6. — La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation, et l'affaire instruite et jugée comme matière sommaire.

ARTICLE 7. — Si, pendant la durée des délais fixés par l'article 3, l'animal vient à périr, le vendeur ne sera pas tenu de la garantie, à moins que l'acheteur ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées à l'article 1^{er}.

ARTICLE 8. — Le vendeur sera dispensé de la garantie résultant de la morve et du farcin pour le cheval, l'âne et le mulot, et de la clavelée pour l'espèce ovine, s'il prouve que l'animal, depuis la livraison, a été mis en contact avec des animaux atteints de ces maladies.

IV. — DISCUSSION DE LA LOI DU 20 MAI 1838.

Elle reproduisait ainsi les vœux des trois Ecoles Vétérinaires quant à la détermination des vices et à la fixation d'un délai de garantie. LHERBETTE, dans son rapport à la Chambre des Députés, analyse ainsi la loi : Elle n'a trait « qu'à la détermination des cas rédhibitoires, des délais pendant lesquels l'action peut être intentée, et de quelques formes économiques et abrégatives de procédure ».

Le législateur a atteint ses buts, savoir :

1° L'uniformité, en disposant d'un délai et d'une nomenclature, « sans distinction des localités où les ventes et échanges auront eu lieu ».

2° La fixité de la jurisprudence. Le juge suit des règles précises. En dehors d'elles, le demandeur est forclos.

3° La sécurité des transactions et la diminution des procès. Hors les cas déterminés, il ne peut y avoir d'action en garantie légale.

Elle réalisait ainsi un important progrès, cependant elle eut de nombreux détracteurs.

1° Selon certains, elle concernait un trop grand nombre de maladies rédhibitoires, qu'ils qualifiaient d'ailleurs de définies empiriquement. L'expertise était plus difficile et le rôle de l'expert insignifiant (U. LEBLANC).

2° De nombreux procès ayant eu lieu, il devint facile à MAGNE de démontrer que la loi, par certaines de ses dispositions (articles 1, 4 et 7 et surtout article 2) entravait le commerce des animaux domestiques. A bon escient, on réclamait le rétablissement de l'action estimatoire.

3° Les pays d'élevage demandaient, par la voie des Conseils généraux, une révision de la loi. Pour les éleveurs, la nomenclature était trop étendue, et, bien au contraire, les acheteurs l'avaient trouvée trop restreinte. Ces diverses sollicitations obligèrent le Gouvernement impérial à consulter en 1858 et en 1868 la Société de Médecine Vétérinaire.

V. — REVISION DE LA LOI DU 20 MAI 1838.

Diverses solutions furent proposées :

1° Suppression de toute garantie (non seulement la loi du 20 mai 1838 mais les articles 1641 à 1649 du Code civil). Cette opinion était défendue par HUZARD et ABADIE.

2° Suppression de la garantie légale et exigence, lors de la formation d'un contrat, d'établir une garantie conventionnelle (MAGNE).

3° Suppression de la loi du 20 mai 1838 et conservation des articles 1641 à 1649 du Code civil en y introduisant un délai de garantie uniforme pour toute la France (LEBLANC).

4° Maintien de la loi du 20 mai 1838 en y apportant les modifications nécessaires (BOULEY, ZUNDEL).

Quoi qu'il en soit, ce fut toujours cette dernière solution qui fut retenue par la Société de Médecine Vétérinaire, aussi bien en 1858 qu'en 1868. En 1868, le projet de loi, élaboré sur les bases des travaux de la Société de Médecine Vétérinaire, fut présenté au Corps législatif. Ce projet constituait le titre VIII du livre 1^{er} du Code rural. La guerre de 1870 reporta le projet en 1876 lors de la présentation

du Code rural au Sénat. Le huitième titre (Vices rédhibitoires) fut voté par la Chambre des Députés le 30 juillet 1884, et, converti en loi, il fut promulgué le 2 août 1884.

Cette loi fut par la suite modifiée :

— Par la loi du 31 juillet 1895, elle-même remaniée par la loi du 23 février 1905, la morve, le farcin et la clavelée reconnus maladies réputées légalement contagieuses, sont supprimés de la liste des vices rédhibitoires.

— Par la loi du 24 février qui abroge l'article 6 sur les délais de distance.

Par la loi du 7 juillet 1933 qui ajoute la tuberculose bovine à la liste des vices rédhibitoires.

Le Code rural actuel réglemente, en son titre VI, articles 284 à 294, « les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques ».

VI. — TEXTES LEGAUX EN VIGUEUR.

1° Les articles 1641 à 1649 du Code civil.

Nous n'en donnerons pas le texte ici, il en sera fait maintes fois mention dans les parties suivantes.

2° Le Code rural, Titre VI, articles 284 à 294 :

ARTICLE 284. — L'action en garantie, dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques est régie, à défaut de conventions contraires, par les dispositions suivantes sans préjudice des dommages et intérêts qui peuvent être dus, s'il y a dol (article 1^{er}, loi du 2 août 1884).

ARTICLE 285. — Sont réputés vices rédhibitoires et donnent seuls ouverture aux actions résultant des articles 1641 et suivants du Code civil, sans distinction des localités où les ventes et échanges ont lieu, les maladies ou défauts ci-après, savoir :

Pour le cheval, l'âne et le mulet :

L'immobilité.

L'emphysème pulmonaire.

Le cornage chronique.

Le tic proprement dit avec ou sans usure des dents.

Les boiteries anciennes intermittentes.

La fluxion périodique des yeux.

Pour l'espèce porcine :

La laderie.

Pour l'espèce bovine :

La tuberculose.

Sont considérés comme tuberculeux et peuvent donner lieu à rédhibition :

1° Les animaux cliniquement atteints ;

2° Les animaux qui ont réagi à l'épreuve de la tuberculine, exclusivement pratiquée suivant les procédés approuvés par le Comité consultatif des Epizooties ou qui ont été reconnus tuberculeux par tout autre procédé approuvé par ledit Comité.

Aucune action en garantie ne saurait être introduite si l'acheteur a libéré par écrit, au moment de la vente de l'animal, le vendeur de toute garantie (article 2, loi du 2 août 1884, et 4, loi du 7 juillet 1933).

ARTICLE 286. — En ce qui concerne les animaux vendus pour la boucherie et reconnus tuberculeux après abattage, le vendeur n'est tenu qu'au remboursement de la valeur des viandes saisies.

L'acheteur doit établir l'identité de l'animal qui a fait l'objet de la saisie et produire, à l'appui de sa demande, un certificat délivré par le vétérinaire inspecteur mentionnant le signalement de l'animal, la nature et le poids des viandes saisies. En cas de saisie totale, le remboursement est égal au prix de la vente diminué de la valeur de la dépouille.

Au cas de saisie partielle portant sur la viande, ce remboursement, mis à la charge du vendeur, soit en vertu de l'action principale, soit en vertu de l'action récursoire, est égal à la valeur de la partie saisie, calculée sur le prix effectivement reçu par le vendeur et compte tenu de la catégorie de la viande saisie.

Toutefois, aucune action ne peut être intentée par l'acheteur d'un animal de boucherie qui a libéré son vendeur de la garantie prévue par le présent titre (article 5, loi du 7 juillet 1933).

ARTICLE 287. — L'action en réduction de prix autorisée par l'article 1644 du Code civil ne peut être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés à l'article 285, lorsque le vendeur offre de reprendre l'animal vendu en restituant le prix et en remboursant à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente (article 3, loi du 2 août 1884).

ARTICLE 288. — Aucune action en garantie, même en réduction de prix, n'est admise pour les ventes ou pour les échanges d'animaux domestiques, si le prix en cas de vente ou la valeur en cas d'échange, ne dépasse pas 1 N.F. (article 4, loi du 2 août 1884).

ARTICLE 289. — Le délai pour intenter l'action rédhibitoire est de neuf jours francs, non compris le jour fixé pour la livraison, excepté pour la fluxion périodique, pour laquelle ce délai est de trente jours francs, non compris le jour fixé pour la livraison, et, pour la tuberculose, dans les conditions déterminées à l'article 291 (article 5 modifié, loi du 2 août 1884).

ARTICLE 290. — Quel que soit le délai pour intenter l'action, l'acheteur, à peine d'être non recevable, doit provoquer dans les délais de l'article 289, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal. La requête est présentée, verbalement ou par écrit, au juge du Tribunal d'instance du lieu où se trouve l'animal ; ce juge constate, dans son ordonnance, la date de la requête et nomme immédiatement un ou trois experts qui doivent opérer dans le plus bref délai.

Ces experts vérifient l'état de l'animal, recueillent tous les renseignements utiles, donnent leur avis et, à la fin de leur procès-verbal, affirment par serment la sincérité de leurs opérations (article 7, loi du 2 août 1884).

ARTICLE 291. — En ce qui concerne la tuberculose, le délai de garantie, tant pour la présentation de la requête que pour l'assignation du vendeur, est de quinze jours francs, non compris le jour de la livraison.

Aucune action principale ou récursoire n'est possible après l'expiration du délai qui ne peut être prorogé à raison de la distance.

Les actions en réhibition ou en remboursement de prix après abattage sont portées devant le juge de paix du domicile du vendeur qui statue sans conciliation préa-

lable, mais à charge d'appel au cas où la valeur de l'animal vendu dépasse la limite de sa compétence en dernier ressort.

La procédure d'expertise est suivie conformément aux dispositions du présent titre, sous réserve du délai spécial de garantie fixé ci-dessus. Elle ne sera obligatoire que pour les actions en réhabilitation (article 6, loi du 7 juillet 1933, modifié par la loi du 6 décembre 1954).

ARTICLE 292. — Le vendeur est appelé à l'expertise, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le juge de paix, à raison de l'urgence ou l'éloignement.

La citation à l'expertise doit être donnée au vendeur dans les délais déterminés par l'article 289 ; elle énonce qu'il sera procédé même en son absence.

Si le vendeur a été appelé à l'expertise, la demande peut être signifiée dans les trois jours à compter de la clôture du procès-verbal dont copie est signifiée en tête de l'exploit.

Si le vendeur n'a pas été appelé à l'expertise, la demande doit être faite dans les délais fixés par l'article 289 (article 8, loi du 2 août 1884).

ARTICLE 293. — La demande est portée devant les tribunaux compétents, suivant les règles ordinaires du droit.

Elle est dispensée de tout préliminaire de conciliation et, devant les tribunaux civils, elle est instruite et jugée comme matière sommaire.

Les Tribunaux d'instance connaissent, sans appel, jusqu'à 1.500 F, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de toute demande relative aux

vices rédhibitoires, dans les cas prévus par le présent titre (article 9, loi du 2 août 1884, modifié par le décret du 22 décembre 1958).

ARTICLE 294. — Si l'animal vient à périr, le vendeur n'est pas tenu de la garantie à moins que l'acheteur n'ait intenté une action régulière dans le délai légal et ne prouve que la perte de l'animal provient de l'une des maladies spécifiées dans l'article 285 (article 10, loi du 2 août 1884).

VI. — CONCLUSIONS : JUSTIFICATION DE LA LOI. ESPRIT DU LEGISLATEUR.

L'Assemblée Constituante, et, plus efficacement en 1952, le Sénat, ordonnèrent la préparation d'un Code rural, sachant bien l'état déplorable dans lequel se trouvait notre législation rurale.

Pour ce qui est du commerce des animaux domestiques, il en était de même.

Aussi « c'est pour remédier aux abus qui résultaient d'un pareil état de choses que le gouvernement a reconnu la nécessité de préparer un projet de loi sur une matière qui intéresse à un si haut point le Commerce et l'Agriculture » (exposé des motifs de la loi de 1838 présenté par le Ministre du Commerce).

Pour supprimer ces abus « l'action rédhibitoire n'aura plus lieu que pour les cas déterminés et dans les délais partout les mêmes... »

Tel était l'esprit du législateur.

DEUXIÈME PARTIE

CRITIQUES DE LA LOI

Toutes les législations sur les vices rédhibitoires qui ont suivi celle de 1884 ont su se libérer des nombreuses imperfections de la loi de 1838, et mettre à profit les bienfaits de cette première législation.

I. — PRINCIPAUX PERFECTIONNEMENTS.

1° Les vices de constatation difficile (épilepsie), ou désignés sous des termes barbares et imprécis (vieille courbature ou boiterie intermittente pour cause de vieux mal), ou qui étaient des maladies contagieuses, sont bannis. En cela, le législateur fut aidé par les progrès réalisés depuis 1838 par la Science Vétérinaire.

2° Il est laissé explicitement liberté aux deux parties de se donner des conventions spéciales.

3° La loi du 20 mai 1838 ne se référait qu'à l'article 1641 du Code civil. Le vendeur ne pouvait alors arguer de l'apparence du vice pour débouter son acheteur (article 1642 du C.C.). La loi de 1884 donne ouverture aux articles

1641 et suivants du Code civil. Ce qui rend très justement la possibilité au vendeur de prouver que le vice était visible au moment de la vente (article 1642 du C.C.), et, par conséquent, la faculté de refuser l'action intentée par son acheteur.

Ainsi le juge de paix d'Eu a refusé l'action rédhibitoire demandée par un marchand de chevaux contre le vendeur d'un cheval atteint de tic avec usure des dents.

4° En rétablissant l'action estimatoire, le législateur supprime la possibilité de chantage offerte à l'acheteur malhonnête. Sous l'empire de la première législation, l'acheteur, déclarant à son vendeur que l'animal était atteint d'un vice rédhibitoire, réclamait une diminution de prix. Craignant les frais d'un procès, le vendeur remboursait une partie du prix alors que la demande de l'acquéreur était mal fondée. Par son article 3, la loi du 2 août 1884 supprime encore tout ce qu'a d'excessif l'article 1644 du Code civil, autorisant l'acheteur à résister à l'action rédhibitoire, s'il désirait l'action estimatoire. De plus, la possibilité de l'action *quantî minoris* confère à l'expert (article 1644) un rôle de conciliateur et de technicien dans l'appréciation de la gravité du vice, ce dont il tiendra compte pour fixer un prix.

5° La loi du 24 février 1914, abrogeant l'article 6 de la loi de 1884 relatif à l'augmentation du délai à raison de la distance, a tari une source de querelles et de procès.

6° L'article 12 de cette loi supprime la garantie aussi exceptionnelle qu'injuste dont bénéficiaient les bouchers parisiens : Les arrêts du Parlement de Paris en date du 4 septembre 1673 et du 13 juillet 1674, confirmés par lettres patentes du 1^{er} février 1743 et du 17 juin 1782 et par une

ordonnance de police du 25 mars 1838, tenaient le vendeur de bovidés destinés à la boucherie garant de tous les cas de mort pendant neuf jours.

Article 12 de la loi du 2 août 1884 : « Sont abrogés tous règlements imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs d'animaux destinés à la boucherie.

« Sont également abrogées la loi du 20 mai 1838 et toutes les dispositions contraires à la présente loi. »

II. — AVANTAGES COMMUNS AUX DEUX LOIS.

Les lois de 1838 et de 1884 sont très sages de divers points de vue :

1° En conservant le principe de la procédure abrégative ;

2° En continuant de favoriser le rôle de l'expert ;

3° En conservant des règles assurant l'unification de la législation et la fixité de la jurisprudence.

Nous voudrions insister ici sur les deux derniers avantages, la procédure étant traitée dans le chapitre suivant.

1° Rôle de l'Expert :

Le rôle laissé à l'expert par la loi de 1838 a été l'objet des critiques de MAGNE. D'autres (GOULAY, DARRAS) s'exprimèrent de la même façon à l'égard de la loi de 1884.

L'expertise se réduit à la simple constatation d'un fait. Et le Marquis de la PLACE, en 1838, exprimait ainsi la volonté du législateur : « La loi veut laisser moins de part à l'arbitraire des décisions souvent conjecturales de la Science Vétérinaire ». On comprend qu'une loi, élaborée avec une telle méfiance de l'art vétérinaire et, par là-même de l'expert vétérinaire, ait été accusée de l'humilier et de réduire son rôle à celui d'une machine enregistreuse.

Cependant : 1° la médecine vétérinaire, lors de la prise de position du Marquis de la PLACE, sortait à peine de l'empirisme ; 2° le vice rédhibitoire n'est pas toujours si facile à reconnaître, et son diagnostic peut être parfois sujet à contradictions (fluxion périodique des yeux, tuberculose) ; 3° Enfin, la loi du 17 juin 1938 (article 311 du Code rural), créant le monopole exclusif de l'expertise en faveur des vétérinaires ou docteurs-vétérinaires, et, 4° le crédit qu'accordent actuellement les tribunaux aux experts, qu'ils soient médecins, vétérinaires ou techniciens, prouvent que les décisions de l'expert vétérinaire ne sont plus du tout suspectes aux magistrats.

2° L'unification de la législation et l'unité des décisions de la jurisprudence furent surtout le fruit de la détermination des vices pouvant donner lieu à garantie dans les délais fixés proportionnellement à la nature de ces vices.

Il en résulta :

- a) une plus grande sécurité des transactions ;
- b) une diminution du nombre des procès ;
- c) que la loi est limitative et restrictive.

Ceci est la conséquence des mots « donneront seuls ouverture... ». On ne pourrait le cacher. LHERBETTE, à la Chambre des Députés, faisait remarquer que « l'action rédhibitoire n'aura plus lieu que pour les cas déterminés

et dans les délais partout les mêmes ». Dans son rapport, BAYLE-MOULLARD ajoute : « La loi sur les vices *rédhibitoires est limitative*, et l'action, à moins de stipulations contraires, ne peut être engagée, ni pour d'autres maladies, ni pour d'autres animaux que ceux qui sont énumérés dans la loi ». Nombre de jugements et arrêts de la Cour de Cassation se prononcent pour le caractère limitatif de la loi en ce qui concerne les vices qu'elle désigne et les animaux qu'elle énumère.

Citons un arrêt de la Cour de Cassation du 17 avril 1855 établissant que l'action rédhibitoire est restreinte aux animaux dénommés dans l'article 1^{er} de la loi du 20 mai 1838 et que, pour les autres espèces, l'action rédhibitoire est supprimée :

« La Cour,

« Attendu que la loi du 20 mai 1838 s'applique d'une manière générale aux vices rédhibitoires dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques, qu'elle est limitative en ce sens qu'elle n'admet comme vices rédhibitoires donnant lieu, lors de la vente de ces animaux, à l'action résultant de l'article 1641 du Code Civil, que les maladies ou défauts qu'elle désigne spécialement, qu'elle est limitative également en ce qu'elle détermine spécialement les espèces d'animaux dans lesquelles ces vices et défauts cachés donneront lieu à cette action ; qu'ainsi elle ne lui donne ouverture que pour les animaux des espèces chevaline, bovine et ovine ;

« D'où il suit qu'en désignant qu'il n'y a plus lieu à exercer l'action rédhibitoire pour la laderie du porc, le jugement attaqué ne fait qu'une juste application de cette loi et n'a pas violé l'article 1641 du Code Napoléon ;

« Par ces motifs, rejette le pouvoir, etc... »

(La laderie du porc comprise dans la nomenclature de l'article 2 de la loi de 1884, ne figurait pas dans celle de la loi de 1838).

Sous la loi de 1884, la Cour de Cassation a jugé dans le même sens (Arrêts du 10 novembre 1885 et du 20 janvier 1886). Le jugement du tribunal de Dié, en date du 6 décembre 1889, est très bien motivé. En voici le principal attendu :

« Attendu que la loi nouvelle ayant abrogé celle de 1838 et ayant passé sous silence les diverses maladies se rapportant à l'espèce bovine, a, par cela même supprimé les cas de rédhibition pour les animaux de cette espèce, qui se trouvent ainsi exemptés de tout vice rédhibitoire caché ou apparent ; qu'il n'y a plus aujourd'hui d'autres vices que ceux énoncés dans la loi de 1884, dont les dispositions sont générales et absolues et doivent s'appliquer à toutes les ventes d'animaux domestiques (article 1 et 2) ; que les travaux préparatoires de cette loi ne peuvent laisser aucun doute à cet égard ; que le législateur a voulu, en limitant ainsi à quelques cas expressément déterminés les clauses de résiliation, mettre un terme aux difficultés et aux fraudes nombreuses que faisaient naître les ventes et échanges des animaux domestiques ; que c'est ce qui faisait dire au rapporteur de la loi de 1884 qu'il ne faut pas s'effrayer de ce que la liste des vices rédhibitoires soit restreinte, que le vendeur y trouve plus de sécurité quand il est de bonne foi... »

En d'autres termes, la loi du 2 août 1884, quoique dérogatoire au droit commun, réglemente seule le commerce des animaux domestiques. L'on ne saurait admettre que l'action rédhibitoire doit être autorisée, pour toutes les espèces animales non énumérées dans la loi de 1884, à raison des vices réunissant les conditions précisées dans l'article 1641 du Code Civil, savoir : grave, caché, antérieur à la vente, inconnu de l'acheteur. L'article 1641 n'est pas abrogé par la loi du 2 août 1884 mais il ne peut plus être appliqué qu'en dehors des ventes d'animaux domestiques, telles que ventes d'animaux sauvages, d'objets inanimés. C'est là un des reproches que l'on serait en droit de formuler à l'égard de la loi de 1884.

III. — INCONVENIENTS DE LA LOI DE 1884.

1° Son application rigoureuse entraîne de nombreuses injustices.

D'après l'article 285 du Code rural, six vices ou défauts pour le cheval, l'âne et le mulet, un vice — la laderie — pour le porc, un vice — la tuberculose — pour l'espèce bovine sont rédhitoires. Comment l'acheteur peut-il alors se protéger des autres défauts cachés dans les espèces visées par l'article 285 ? Et comment peut-il encore se protéger des vices graves dans les espèces animales non visées par l'article 285 ?

Trois actions sont possibles à l'acheteur :

a) l'action en garantie conventionnelle : aux termes de l'article 284 du Code rural qui ne stipule qu'à « défaut de conventions contraires ».

b) l'action en nullité basée sur l'erreur des qualités substantielles de l'animal acheté (articles 1109 et 1110 du Code Civil).

c) l'action en nullité basée sur le dol (article 284 du Code rural).

Rappelons, pour mémoire, que l'acheteur, simultanément à l'une de ces trois actions, peut intenter une action en dommages et intérêts.

a) l'action en garantie conventionnelle n'est pas toujours recevable, les lieux où se forment la plupart des marchés bien souvent se prêtent mal à la formation de conventions spéciales. Et, s'il s'en forme, elles sont en termes trop vagues, ou le fait d'une partie avertie des moyens de détourner la loi à son profit.

b) l'action en nullité, qu'elle soit basée sur l'erreur ou le dol, à peine d'être non recevable, exige que l'acheteur fournisse :

— La preuve de l'existence et de la gravité du vice, par l'expertise.

— La preuve de l'antériorité du vice à la vente, par tous les moyens prévus par la loi.

— La preuve, si l'action est basée sur l'erreur, qu'il n'a pas acheté l'animal qu'il croyait acheter, c'est-à-dire que le défaut caché, grave et antérieur à la vente altère profondément ou détruit la qualité qu'il avait en vue en contractant. Seule l'expertise pourra lui fournir cette preuve.

— La preuve, si l'action est basée sur le dol, qu'il n'a pu se rendre compte du vice lors de la conclusion du marché ; mais que, par contre, son vendeur n'ignorait pas ou ne pouvait pas ignorer ce même vice (article 1116 du Code Civil : « Il (le dol) ne se présume pas, il doit être prouvé »).

Etant donné le nombre de preuves que l'acheteur lésé doit fournir, sa défense, de cette façon, est bien souvent aléatoire. Seule une garantie conventionnelle pourrait le protéger efficacement. Encore faudrait-il que les deux parties en soient bien averties !

Le fait que la loi « interdise » le retour au droit commun, pour les cas qu'elle n'énumère pas, est bien regrettable. Préjudiciable aux intérêts particuliers, elle n'a pas tardé à se faire qualifier de « non équitable ». Cependant nous verrons dans le chapitre suivant, comment les magistrats ont réussi à tourner cette difficulté et sauvegarder ainsi les intérêts de chacun.

2° La loi de 1884 n'est modifiable que par une autre loi.

a) L'intervention du pouvoir législatif doit être sollicitée ; or « lorsqu'elle est provoquée, elle se produit avec une sage lenteur. Nous n'en voulons d'autre preuve que l'historique de la loi du 2 août 1884, dont les bases ont été arrêtées en 1868 ! Ainsi, pendant seize ans, on a admis comme vices rédhibitoires des vices qui, d'après l'état de la Science en 1868, avaient perdu ce caractère et, d'un autre côté, on n'a pas admis tels des vices qui devraient avoir ce caractère d'après l'enquête de 1868 et la loi de 1884 ». Un tel système manque évidemment de souplesse.

En effet, des maladies nouvelles se manifestent, la Science révèle des causes d'infection longtemps inaperçues ; elle trouve des symptômes caractéristiques qui changent la nature des vices et permettent de le considérer comme apparent, alors qu'il avait longtemps été considéré comme caché. Enfin elle trouve de loin en loin, des moyens curatifs assez énergiques pour que l'affection réputée incurable soit retranchée des vices rédhibitoires ». Pour ces raisons la loi du 31 juillet 1895 a retiré la morve, le farcin et la clavelée de la liste des vices rédhibitoires et la loi du 7 juillet 1933 y a ajouté la tuberculose bovine. D'autres lois auraient dû être votées, mais c'eût été perpétuellement solliciter le corps législatif.

b) Nul n'ignore la dévaluation de la monnaie française, si bien que l'article 288 du Code rural, prévoyant une action de garantie pour un contrat dont le prix ou la valeur soit supérieur à 100 francs anciens, est caduc et n'a jamais été réadapté aux conditions économiques actuelles.

De ces considérations, il ressort que, sinon dans son ensemble, du moins pour une partie, la loi est surannée tant d'un point de vue scientifique qu'économique.

3° Certains articles de la loi sont surannés.

a) *D'un point de vue scientifique :*

1° Certains vices sont devenus curables. L'opération de WILLIAMS, dans un certain pourcentage, supprime le cornage.

2° Certains vices sont mal désignés par la loi, de constatation difficile, et ne peuvent pas toujours être présumés antérieurs à la vente :

Poser un diagnostic de fluxion périodique des yeux c'est reconnaître une irido-cyclite périodique c'est-à-dire primitive ou récidivante. L'irido-cyclite primitive est uniquement rédhibitoire, car la seule récidivante, pensait-on en 1884. Or il n'en est rien, les irido-cyclites secondaires peuvent récidiver.

Par ailleurs, si l'on constate un accès typique de « fluxion » dans les trente jours suivant la livraison, dans certains cas le cheval pouvait être indemne de cette maladie avant la vente.

D'un autre côté, si l'on constate des stigmates d'irido-cyclite, celle-ci est-elle primitive, c'est-à-dire rédhibitoire ou secondaire ? Faut-il, pour conclure valablement une expertise, constater la périodicité du phénomène (Ecole d'Alfort, GALTIER, CADIOT, NICOLAS) ? L'expertise risque de durer plusieurs mois.

Aussi ROLLAND et EVEN prétendent que l'irido-cyclite primitive ou secondaire laisse les mêmes traces et qu'un diagnostic différentiel par les lésions est impossible. Ils ne cherchent pas à constater un nouvel accès et concluent que les seuls stigmates suffisent à affirmer la fluxion périodique. Cette opinion donne une solution rapide à l'expertise, mais n'est pas pour autant logique d'un point de vue scientifique.

Rappelons que, dès 1911, NICOLAS déclarait qu'il y a « bien dix ans qu'on aurait pu supprimer la fluxion périodique des yeux de la loi du 2 août 1884 ».

3° Certains autres vices de haute importance médicale sont négligés.

Le tic avec ou sans usure des dents rend l'animal impropre à l'usage auquel on le destine. Par contre les cardiopathies graves, aux yeux du législateur, ne semblent par rendre l'animal impropre à l'usage auquel on le destine ni même diminuer tellement cet usage.

b) D'un point de vue économique :

1° Nous n'insisterons plus sur les dispositions de l'article 288. Ironiquement, M. le Professeur FLORIO les excuse : le législateur de 1884 aurait prévu l'apparition du franc lourd.

2° Le législateur entendait dresser une nomenclature des « maladies les plus communément remarquées chez les animaux d'un usage ordinaire ».

Le développement du machinisme dans les campagnes a diminué la valeur du cheval en tant qu'animal de traction ; tandis qu'il a contribué à augmenter la valeur du cheval en tant qu'animal de boucherie. S'il se trouve des animaux de cette espèce, atteints d'une des maladies prévues par la loi de 1884, le propriétaire, plutôt que « frauder » sa marchandise pour la vendre en vue du travail, a tôt fait de la négocier pour la boucherie : L'intérêt pratique de la loi sur les vices rédhibitoires va diminuant. Cependant, cette législation spéciale — qui ne garantit, en grande partie, que des animaux destinés au travail — continue de fasciner le législateur : il la

conserve. Alors que magistrats, milieux agricoles et vétérinaires, se reportent le plus souvent au Code civil, pour la garantie des animaux d'élevage et de boucherie, tant dans cette espèce que dans d'autres.

Rappelons que la population animale en France métropolitaine se répartit comme suit, en milliers de têtes (1) :

59,718	ânes
51,808	mulets
1.462,3	chevaux
20.457,4	bovins
1.129,1	caprins
8.926,9	ovins
9.011,3	porcs

Le marché de la Villette exposait le 30 décembre 1963 :

3.992	bovins adultes
989	veaux
7.957	moutons
185	porcs

A la même date, le marché aux chevaux de Paris-Vaugirard exposait 690 chevaux dont 200 étrangers.

Le chien a trouvé sa place dans l'économie sociale. Nous n'en voulons pour preuves que son prix d'achat élevé ou la naissance d'usines délivrant des aliments conditionnés pour chiens et chats.

(1) *Cahiers Mensuels de Statistique Agricole*, n° 80 (XI-63). Résultats d'Enquêtes. Effectifs des animaux de ferme au 1^{er} octobre 1963.

Combien de jeunes éleveurs ne voient-ils pas leurs intérêts lésés lorsqu'ils achètent ou une vache ou tout un cheptel bovin atteint de brucellose ? Bien sûr, les tribunaux ont élargi la notion de garantie conventionnelle tacite, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, mais combien d'éleveurs songent à la faire intervenir ? Et s'ils y pensent, ils peuvent être justement rebutés par la procédure à suivre.

4° Enfin la loi est en contradiction avec les règles d'une prophylaxie sanitaire.

Le délai de quinze jours, attribué par la loi pour reconnaître si le bovin acheté est atteint ou non de tuberculose, est amplement suffisant pour permettre à l'animal de contaminer ses voisins. Bien sûr, le législateur nous rétorquera que l'isolement de tout nouvel entrant, s'il ne supprime pas tous les dangers de contagion, les limite au minimum. Les acheteurs n'ont donc qu'à prendre ces mesures élémentaires de sécurité. Reste à savoir si tous peuvent se les permettre ou pensent les mettre en œuvre !

L'importance des inconvénients est loin d'être niable. Elle supplante de beaucoup les nombreux avantages de la loi. Le président du tribunal de commerce de la Seine dès les années 27 reconnaissait que « ces lois d'exception, vraisemblablement utiles aux époques où elles ont été promulguées, n'ont plus à l'heure présente, leur caractère d'opportunité ». Avouons que la loi sur les vices rédhibitoires, par nombre de ses dispositions, n'est plus d'actualité. Reste à savoir, comment les magistrats, nantis d'une telle loi, ont pu rendre justice à chacun. Ce sera l'objet de notre troisième partie.

TROISIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE ACTUELLE

L'acheteur est garanti des vices cachés des animaux domestiques de deux façons :

1° La garantie légale lui assurant la réhabilitation ou la réduction de prix pour les vices réputés rédhibitoires par la loi du 2 août 1884.

2° La garantie conventionnelle, autorisée par l'article 1.134 du Code civil, et par les lois du 2 août 1884 et du 7 juillet 1933, pour les vices cachés conventionnels.

I. — GARANTIE LEGALE.

Les deux parties précédentes nous ont suffisamment renseignés sur les vices et espèces visés par la loi et sur les effets de l'action : réhabilitation et réduction de prix. Nous ne saurions nous exposer aux redites. Nous traiterons, plus loin, de la procédure établie par cette loi.

II. — GARANTIE CONVENTIONNELLE.

1° Définition. Bases. Types :

On appelle garantie conventionnelle la garantie qui fait l'objet de stipulations particulières entre les parties et qui leur sert de loi.

Elle est permise de par la généralité de l'article 1.134 du Code civil (1^{er} alinéa : « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites »), la loi du 2 août 1884 applicable qu'à « défaut de conventions contraires », la loi du 7 juillet 1933 applicable que si l'acheteur n'a pas libéré « par écrit, au moment de la vente, de l'animal, le vendeur de toute garantie ».

La garantie conventionnelle est expresse ou tacite. Elle est dite expresse lorsque les parties ont formulé les cas où les conventions sont applicables. Elle est dite tacite lorsque la volonté des parties se révèle, de façon indubitable, par les faits qui ont précédé ou accompagné la formation du contrat.

2° Garantie conventionnelle expresse :

« Les parties peuvent par des conventions particulières ajouter à cette obligation de droit (garantie) ou en diminuer l'effet ; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie » (article 1.627 C.C.).

La Jurisprudence par les arrêts de la Cour de Cassation est bien assise.

a) La garantie peut être étendue à des maladies ou à des espèces non prévues par la loi du 2 août 1884.

b) La garantie peut être étendue à des vices apparents, si les parties ont convenu que le vendeur serait garant de ces vices.

c) Les conventions peuvent augmenter les délais fixés par la loi du 2 août 1884 ou en fixer pour les vices non compris dans la loi.

d) La garantie peut être restreinte par la volonté expresse des parties (limitation du nombre des vices, réduction du délai).

e) La garantie peut être exclue par la volonté des parties : « Il (le vendeur) est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie » (Article 1.643 C.C.) — Ceci suppose évidemment l'honnêteté du vendeur. Dans le cas contraire, l'acheteur ne peut, raisonnablement intenter une action résolutoire que, s'il prouve la connaissance du vice par le vendeur.

3° Garantie conventionnelle tacite.

Selon GALTIER « tout vice ou toute absence de qualité rendant l'animal impropre ou inapte à la destination stipulée ou affirmée » peut en vertu de la garantie implicite ou tacite faire résoudre une vente. Ainsi un vendeur, par le fait même qu'il vend une vache laitière, et qu'il sait par conséquent que la bête est destinée à la production laitière, s'engage tacitement à garantir que la vache donnera du lait. La Cour de Cassation a depuis longtemps adopté cette doctrine (arrêts du 10 novembre 1885, du 20 janvier 1886). Citons l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 juin 1941.

JOURDE contre ROBERT et BERNARD.

Pourvoi en Cassation contre un jugement du Tribunal de Paix de Condat du 3 novembre 1936.

Arrêt

La Cour ;

Sur le moyen unique de Cassation ;

Attendu que s'il est vrai que les dispositions de la loi du 2 août 1884 sont limitatives et que l'action résolutoire dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques ne peut être intentée hors les cas qui y sont spécifiés, il en est autrement lorsque la garantie a été stipulée expressement ou tacitement.

Attendu que l'ensemble des faits retenus par la décision attaquée établit l'existence, entre les parties, d'une convention tacite de garantie ;

Attendu, en effet, que le jugement déclare que la dame JOURDE ne pouvait ignorer que la vache suivie d'un veau, vendue par elle le 18 mai 1936 à ROBERT et payée par celui-ci, marchand de bestiaux, au cours de la foire des animaux de cette catégorie, était destinée à l'élevage ou à tout autre usage agricole ; qu'il est constaté par le juge que cette qualité, considérée comme essentielle, faisait défaut chez la vache revendue par ROBERT à BERNARD le 19 mai 1936 et abattue pour lésions cancéreuses au mois d'août suivant ; d'où il suit qu'en disant que JOURDE devra garantir et indemniser ROBERT des condamnations prononcées contre lui au profit de BERNARD, le juge de paix, qui a fourni des motifs suffisants et non contradictoires pour expliquer sa décision, lui a donné une base légale :

Par ces motifs,

Rejette.

De même, la Cour d'appel de Montpellier, le 20 juin 1934, entérinant le jugement du tribunal civil de Carcassonne du 18 janvier 1934, ou le juge de Paix de MOULINS-ENGELBERT (Nièvre), 11 mai 1939, ont fait preuve de bon

sens et d'équité en estimant que l'acheteur est en droit d'actionner son vendeur, si l'animal est impropre à l'usage auquel le destinaient les deux parties, tout en reconnaissant, par ailleurs, que les actions en vices rédhibitoires ne sont recevables que pour les ventes d'animaux énumérés dans la loi du 2 août 1884.

Cette Jurisprudence est la seule en vigueur pour les ventes d'animaux destinés à la boucherie. Elle ne fut établie que peu à peu, après de nombreuses controverses sur lesquelles il nous semble inutile de revenir. L'animal vendu pour la boucherie est tacitement garanti par le vendeur qui en connaît la destination, comme devant donner une viande bonne pour la consommation.

La Jurisprudence, loin de s'en tenir au cadre étroit de la loi du 2 août 1884, admet la rescission pour les autres vices que les vices rédhibitoires. Avant de discuter l'opportunité et la valeur de tels jugements, voyons quelles sont les conditions d'application de la garantie légale et de cette nouvelle garantie.

III. — CONDITIONS DE RECEVABILITE DE L'ACTION. PROCEDURE.

1° Garantie légale.

a) *Conditions de recevabilité de l'action en garantie légale.*

1° La garantie ne doit pas être exclue du contrat par une convention (article 1.643 C.C.). Toutefois si le vendeur connaissait l'existence du vice sans en avoir avisé son acheteur, il s'agit d'une manœuvre dolosive. L'acqué-

reur ne pourra intenter l'action résolutoire que s'il prouve que le vendeur avait connaissance du vice, lors de la conclusion du contrat.

2° « Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents dont l'acheteur a pu se convaincre lui même » (article 1.642 du C.C.), à moins de conventions contraires.

3° La maladie dont l'animal est atteint doit être nommément désignée par l'article 285 du Code rural.

4° Le prix ou la valeur de l'objet du contrat doit être supérieur à 100 francs anciens (article 288 du Code rural).

5° L'action rédhibitoire n'a pas lieu dans les ventes faites par l'autorité de justice (article 1.649 du Code Civil).

6° Lors de la perte de l'animal, l'action résolutoire ne sera recevable que si elle est intentée dans les délais et si l'acheteur prouve que la mort provient de l'une des maladies spécifiées à l'article 285 du Code rural.

7° A peine d'être non recevable, l'acheteur doit provoquer la nomination d'experts dans les délais légaux. Aux termes de l'article 289 du Code rural, ces délais sont de 9, 15 ou 30 jours francs selon le vice rédhibitoire à compter du jour de la livraison de l'animal.

Quand l'animal a fait l'objet de ventes successives, l'action récursoire n'est possible pour le vendeur intermédiaire contre le vendeur initial que s'il s'est vu actionné par le dernier acquéreur et, assez vite pour lui permettre d'actionner à son tour dans les délais de 9, 15 ou 30 jours francs selon le vice.

b) *Tribunaux Compétents.*

La réforme judiciaire de 1958, par le décret n° 58-1.284, article 5 énoncé :

« Le tribunal d'instance connaît en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.500 NF et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever... (sous réserve des dispositions spéciales du Code rural et du Code forestier) :

« ... 3° Des demandes relatives aux vices rédhibitoires et aux maladies contagieuses des animaux domestiques, fondées sur les dispositions du Code rural ou sur la convention des parties, quel qu'ait été le mode d'acquisition des animaux,... »

Toutefois si les deux parties sont commerçantes le litige est obligatoirement porté devant le tribunal de commerce.

Si la partie qui se défend est commerçante, le litige est porté, au choix, devant le tribunal de commerce ou le tribunal d'instance.

Le tribunal compétent de l'action récursoire est celui qui juge de l'action principale. Toutefois, si le vendeur primitif n'est pas commerçant, le vendeur intermédiaire, commerçant, doit intenter son action devant la juridiction civile du domicile de son vendeur.

Remarques :

— lors de litige portant sur un animal vendu à l'étranger, la législation française régit la vente,

— lors de litige portant sur un animal provenant d'un pays étranger et amené en France, la loi du pays d'origine régit la vente.

c) *Procédure.*

Les règles en sont prescrites par les articles 289 à 293 inclus du Code rural. Il est classique de diviser son cours comme suit :

La phase extra-judiciaire comprend la requête du demandeur, l'ordonnance et, par voie de conséquence la nomination d'experts par le juge d'instance, la citation de la partie adverse à l'expertise elle-même.

La phase judiciaire se compose de l'assignation du défendeur et du jugement.

1° La requête :

Elle est présentée, verbalement ou par écrit, au juge du tribunal du lieu où se trouve l'animal, dans les délais de 9, 15, ou 30 jours francs selon le vice considéré. Elle expose les faits au juge d'instance et a pour but de provoquer la nomination des experts.

2° L'ordonnance :

Elle doit être rendue immédiatement par le juge saisi de la requête. L'ordonnance : 1) constate la date de la requête ; si le juge rend l'ordonnance en dehors des délais, la date de la requête prouve que l'acheteur a actionné à temps ; lorsque la date de la requête n'est pas mentionnée sur l'ordonnance, et que celle-ci est rendue en dehors des délais fixés, il appartient au demandeur de prouver qu'il était bien fondé en sa demande ; 2) nomme un ou trois experts en leur précisant leur mission. Par la loi du 17 juin 1938, article 311 du Code rural, les experts sont obligatoirement des vétérinaires.

L'acheteur fait enregistrer l'ordonnance et la transmet, soit lui même, soit par huissier, à l'expert ou aux experts. Ceux-ci doivent agir dans le plus bref délai et faire

connaître le jour et l'heure où ils procèderont à leurs travaux. S'ils se refusent, l'acheteur adresse au juge une nouvelle requête. La date de la nouvelle requête importe peu si la première a été déposée dans les délais de l'article 289.

3° Citation du vendeur à l'expertise :

Elle doit être faite dans les délais légaux. Elle a pour but d'appeler le vendeur à l'expertise, et elle doit mentionner que celle-ci sera pratiquée même en son absence.

L'acheteur ne pourra être dispensé de cette formalité qu'à raison de l'urgence ou de l'éloignement, et par le juge d'instance.

La Citation ou sommation se fait par ministère d'huissier du domicile du défendeur.

4° Expertise :

Les experts dressent procès-verbal de leurs opérations, c'est-à-dire qu'ils sont tenus « de rédiger un rapport détaillé susceptible d'éclairer le juge saisi de la contestation ».

Si l'expertise a concilié les parties, l'affaire peut s'arrêter là. Sinon elle suit son cours.

5° Assignation :

C'est la citation du défendeur à comparaître devant le tribunal. — Si le vendeur a été appelé à l'expertise, une prolongation de délai est offerte à l'acheteur. Celui-ci peut assigner son vendeur dans les trois jours — délai non franc — qui suivent la clôture du procès-verbal, même si le délai normal est révolu. Toutefois, et paradoxalement,

ment, en matière de tuberculose bovine, il est plus prudent d'intenter l'action rédhibitoire ou récursoire dans les délais de 15 jours francs (article 291 du Code rural).

Si le vendeur n'a pas été convoqué à l'expertise, l'assignation doit être faite dans les délais.

L'assignation se fait par exploit d'huissier devant le tribunal compétent.

2° Garantie conventionnelle :

a) Conditions de recevabilité de l'action.

1° Les conditions relevant des articles 1.642, 1.647, 1.649 du Code civil et déjà citées, lors de l'étude de la recevabilité de l'action en garantie légale, sont exigibles.

2° L'acheteur doit prouver l'existence du vice et son antériorité à la vente par tous les moyens prévus par la loi et, en particulier, par l'expertise (arrêts du 16 novembre 1883 de la Cour d'appel de Paris).

3°) L'acheteur doit démontrer que l'animal est impropre à l'usage auquel le destinaient les parties.

4° L'acheteur doit faire la preuve des conventions.

α/ Lors de convention expresse, les conventions « légalement formées » ne sauraient l'être verbalement. La convention expresse verbale est soumise à de telles conditions qu'elle est difficilement admissible devant les tribunaux et que, par conséquent, elle n'est pas à conseiller.

La convention expresse écrite est la plus sûre. La forme la plus économique en est l'acte sous seing privé.

L'acte sous seing privé (billet de garantie) consigne les conventions que se sont données les parties. Il doit être rédigé (article 1.325 et 1.326 du C.C.) en termes clairs, non ambigus et, « s'il contient des conventions bilatérales, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct ».

B/ Lors de convention tacite, les preuves des conventions se déduiront de la nature de la chose vendue, des faits et circonstances de la cause, de la qualité de l'acheteur et de tous les éléments indiquant suffisamment que le vendeur ne pouvait ignorer la destination de l'animal.

En matière commerciale la preuve testimoniale est admise, quelle que soit la valeur de l'animal. De même, lors de contrat mixte, si le vendeur est commerçant et l'acheteur non commerçant.

En matière civile, la preuve testimoniale ne saurait être admise pour une valeur de l'objet supérieure à 50 NF (loi du 20 février 1948). De même lors de contrat mixte, entre un acheteur commerçant et un vendeur non commerçant. Toutefois, elle est recevable même lorsque l'animal a une valeur supérieure à 50 NF, si les parties tout en reconnaissant la réalité de la vente, ne contestent pas la qualité de la chose vendue (arrêt de la Cour de Cassation du 25 août 1831).

5° L'action récursoire ne peut être intentée en matière de garantie conventionnelle tacite, sauf le cas d'animaux destinés à la boucherie où, seul, le dernier vendeur vend à un boucher pour l'abattage et la consommation.

b) Tribunaux compétents :

La réforme Judiciaire de 1958 détermine par le décret n° 58-1.284, article premier, la compétence des tribunaux :

« Sous réserve des dispositions des articles suivants, le Tribunal d'instance connaît en matière civile, de toutes actions personnelles ou mobilières en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1.500 NF et, à charge d'appel jusqu'à la valeur de 3.000 NF. »

Dans les ventes commerciales, quelle que soit sa valeur, le litige est porté devant le tribunal de commerce. Si le défendeur est commerçant, le tribunal de commerce est compétent.

c) Procédure devant les tribunaux civils :

Lors de garantie conventionnelle expresse en général, l'acheteur suivra la procédure de droit commun, en particulier, si aucun délai n'est prévu dans la convention, il devra agir dans un bref délai. S'il s'agit d'un vice rédhibitoire, l'acheteur devra suivre la procédure spéciale, de même si les parties ont convenu, quel que soit le vice, de s'en tenir à la procédure spéciale.

Lors de garantie conventionnelle tacite, la procédure à suivre est celle de droit commun (arrêt de la Cour de Cassation du 29 mai 1865).

1° Délais : Que ce soit en matière de vente d'animaux pour la boucherie, ou en matière de vente d'animaux pour le travail ou l'élevage, le délai est fixé par l'article 1648 du Code civil : « L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un bref délai, suivant la nature des vices rédhibitoires et l'usage du lieu où la vente a été faite ». Le juge d'instance est seul qualifié pour apprécier de ce bref délai et la diligence du demandeur.

2° Procédure devant le Tribunal d'instance :

α/ Appel en conciliation.

L'acheteur appelle, par billet d'avertissement, émanant du greffe du tribunal saisi, le vendeur à comparaître devant le juge du Tribunal d'instance. Si la Conciliation aboutit, l'affaire est close sans procès-verbal. Si la conciliation échoue ou si le vendeur refuse de comparaître, l'affaire suit son cours, il y a citation.

Toutefois, dans certain cas — lorsque le défendeur n'est pas domicilié dans le canton où siège le tribunal ou lorsqu'il y a urgence — le juge du Tribunal d'instance peut exempter l'acheteur de l'avertissement. Dans ce cas, il délivre au demandeur une cédule lui permettant de citer, sans avertissement ni conciliation préalable, le vendeur devant le tribunal.

β/ Citation - Jugement et nomination des experts.

La citation ou introduction de la demande se fait par huissier du tribunal du lieu où se trouve le vendeur. Elle invite le vendeur à comparaître devant le juge d'instance. Le délai de citation est de trois jours ou plus. Le procès d'instruction est uniquement verbal. Le juge émet un jugement et nomme des experts si il y a nécessité.

Toutefois, en cas d'urgence, l'acheteur peut hâter la nomination d'experts en s'adressant au juge du Tribunal d'instance du lieu où se trouve l'animal.

3° Procédure devant le Tribunal de grande instance :

α/ Appel en conciliation.

L'acheteur appelle le vendeur en conciliation devant le juge du Tribunal de grande instance. Celui-ci, avant

l'ouverture des débats, tente une conciliation. Les parties comparaissent en personne ou dépêchent un mandataire.

Si la conciliation réussit, les conventions écrites au procès-verbal ont force de loi. Dans le cas contraire, il y a assignation.

L'appel en conciliation peut être l'objet d'une exemption de la part du juge. Cette dispense de conciliation ne peut résulter que d'une ordonnance du Tribunal de grande instance.

β/ Assignation.

L'assignation se fait par voie d'huissier du domicile du vendeur. Pour ce faire, le demandeur s'est constitué avoué. L'acte qui provoque l'assignation est l'exploit d'ajournement. Il indique l'objet de la demande, le tribunal saisi de l'affaire, et fixe, à la partie adverse, un délai de 8 ou 15 jours selon la distance pour comparaître et se constituer avoué.

L'ajournement, à peine de nullité de l'acte, doit subir l'enregistrement.

Les deux parties s'étant constituées avoué, elles n'ont plus à s'occuper de l'affaire elles-mêmes.

γ/ Jugement et nomination des experts.

Lorsque l'instruction de l'affaire est complète, le tribunal rend sa sentence. Le jugement peut être prononcé séance tenante, ou l'affaire mise en délibéré pour complément d'informations, et, le jugement peut provoquer alors la nomination d'experts.

Toutefois, comme c'est bien souvent le fait en contentieux vétérinaire, l'expertise a pu être demandée avant l'introduction de la demande de fond, l'acheteur s'étant

adressé au juge du référé c'est-à-dire au président du Tribunal de grande instance du lieu où se trouve l'animal.

d).Procédure devant les Tribunaux de Commerce :

1° Il n'est pas demandé de constituer avoué, ni de tenter une conciliation préalable.

2° L'assignation doit se faire dans un délai de 3, 8 ou 15 jours, selon la distance. Cependant, s'il y a urgence, l'acheteur peut obtenir un délai d'abréviation pour assigner.

Les parties comparaissent elles-mêmes ou se font représenter.

3° La procédure est orale. L'expertise peut être ordonnée à la suite du jugement ou par voie du référé, comme en procédure civile, par le président du Tribunal de commerce du lieu où se trouve l'animal.

Nous terminerons cette étude de la procédure par quelques remarques.

La procédure de droit commun est longue et coûteuse. Toutefois l'acheteur peut s'y soustraire de deux façons :

1° Par la procédure sommaire ; elle intéresse des affaires simples d'un intérêt modique ou réclamant une solution rapide. Les écritures en sont proscrites, sauf pour les conclusions ; la tentative de conciliation est exclue, ce qui n'est pas ici à l'avantage des parties ; le délai d'assignation a le mérite d'être bref ; si une enquête est nécessaire, elle est faite à la barre et sans juge-rapporteur.

2° Par la procédure du référé : à utiliser pour les affaires « d'extrême urgence ». Le juge des Référés statue immédiatement en rendant une ordonnance dite de référé.

Cette procédure permet de citer ou d'assigner et, en même temps, de provoquer la nomination d'experts. Il y a donc beaucoup de bienfaits à tirer de cette manière de procéder. Cependant la compétence du juge des Référés est mal déterminée.

IV. — CONCLUSIONS.

1° De la garantie des vices cachés.

Par l'extension considérable que la jurisprudence a bien voulu donner aux mots « à défauts de conventions contraires » il est permis à l'acheteur d'actionner en garantie conventionnelle tacite et d'obtenir ainsi la réhabilitation. Les jugements de Moulins-Engelbert, 11 mai 1939, l'arrêt de la Cour de Cassation du 18 juin 1941, l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 20 juin 1934 sont pleins de bon sens et d'équité, et la jurisprudence supplée ainsi au rigorisme de la loi de 1884.

Cependant, tout comme les jugements qui disposent que la réhabilitation peut être ordonnée pour péricardite par corps étranger ou pour entérite para-tuberculeuse, ceux de Moulin-Engelbert, de Montpellier, ou de la Cour de Cassation du 18 juin 1941, sont des erreurs juridiques.

En effet nous savons dans quel esprit le législateur avait promulgué la loi de 1884. Celle-ci, en se substituant au droit commun devrait le supprimer. Il s'agissait de limiter les procès et de donner ouverture aux articles 1.641 et suivants du Code Civil dans les cas prévus à l'article 2 de la loi. Par ces jugements, qu'en est-il ?

On aboutit tout simplement à l'application des articles 1.641 et suivants du Code civil. En effet, le remboursement d'une vache destinée à l'élevage et morte d'une déchirure, suite du vêlage survenu, peu de temps avant la livraison, chez le vendeur, a été prononcé en vertu des articles 1.641 à 1.649 du Code civil, la déchirure constituant, non un vice apparent, mais un vice caché (Tribunal de Paix de Moulins-Engelbert). De même la résolution de la vente d'un cheval atteint de funiculite, « vice caché », due à la castration que le cheval venait de subir, a été prononcée en application des articles 1.641 à 1.649 du Code civil.

En somme, ces articles peuvent recevoir application en dehors même des vices rédhibitoires.

2° De la procédure.

La procédure spéciale aux vices rédhibitoires a un double avantage ; celui d'être rapide et celui de provoquer une expertise préalable à toute confrontation en justice. Elle permet à l'expert de tenter une conciliation qui, souvent, réussit et diminue ainsi les frais des justiciables.

Hormis la procédure de référé, la procédure de droit commun ne semble pas en rapport avec les exigences de la vie moderne et l'urgence des litiges. Longue et coûteuse, elle n'a pas non plus l'avantage de mettre les parties en présence de l'expert vétérinaire, avant toute confrontation en justice. Bien souvent, en effet, les parties s'inclinent devant l'avis des experts.

Donc, la loi de 1884 est l'exception, mais sa procédure est des plus rapides. La garantie conventionnelle tacite est celle à qui l'acheteur lésé a le plus souvent recours. La procédure est longue. Cette garantie de fait est un recul par rapport à la loi de 1884. Les lois de 1838 et

de 1884 sont des lois d'exceptions ; elles fléchissent sous la Jurisprudence qui puise dans les vastes réservoirs du droit commun toute la souplesse suffisante pour s'adapter aux circonstances en obéissant au Progrès ».

Les trois parties précédentes nous permettent de conclure à la nécessité de revoir la question des vices rédhibitoires. « Une loi n'est pas immuable..., elle naît, grandit, vieillit et meurt, faisant place à une autre qui, en se transformant, se perfectionnera, suivant les lois de l'évolution scientifique ». Toutefois ce ne sont pas tant les détournements de la loi par la Jurisprudence que les faits prouvant qu'elle est dépassée qui nous incitent à revoir et à modifier cette loi. Si cette nécessité de modification ne trouvait sa justification que dans une querelle de légistes, nous n'aurions pas à évoquer ce problème dans notre quatrième partie.

QUATRIÈME PARTIE

PROJETS DE LOI

La nouvelle législation pourrait être envisagée selon trois modalités :

1° Suppression de toute garantie, aussi bien la garantie conventionnelle que la garantie spéciale aux vices rédhibitoires.

2° Abrogation de la loi sur les vices rédhibitoires, les vices cachés seront garantis par les seuls articles 1641 à 1649 du Code civil.

3° Conservation et modification de la législation actuelle.

I. — SUPPRESSION DE TOUTE GARANTIE DANS LE COMMERCE DES ANIMAUX DOMESTIQUES.

Les articles 284 à 294 inclus du Code rural sont abrogés. Les articles 1.641 à 1.649 du Code civil ne pourront plus être appliqués, pour ce qui est du Commerce des animaux domestiques.

HUZARD et ABADIE avaient déjà proposé une telle solution.

Elle ne saurait être admise car elle est contraire à toute notion de justice. D'après l'article 1.603 du Code civil, le vendeur doit non seulement délivrer la chose qu'il vend, mais il doit encore la garantir. Cette garantie a deux objets (articles 1.625 C.C.) : le premier est la possession paisible de la chose vendue (garantie en cas d'éviction), le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires (garantie des défauts cachés).

**II. — ABROGATION DE LA LOI
SUR LES VICES REDHIBITOIRES.
LA GARANTIE DES DÉFAUTS CACHÉS ÉTANT ASSURÉE
PAR LE CODE CIVIL.**

1° Avantages.

Un tel système présente de nombreux avantages.

1° La majorité des cas serait prévue, le législateur n'ayant fait aucun choix des maladies dites rédhibitoires parmi les espèces.

2° L'Acheteur ne serait plus tenu à agir dans les délais fixés par le Code rural. Il s'en tiendrait à un « bref délai » qui, bien souvent, lui laisserait plus de latitude pour s'apercevoir du vice et ester en justice.

3° Le demandeur ne devra plus provoquer la nomination d'experts dans les délais prévus par le Code rural. Seuls les tribunaux seraient compétents pour commettre les experts.

4° Le vétérinaire serait bien plus souvent consulté : Ou bien l'acheteur ferait appel à lui pour contracter, ou bien la vente serait faite sous condition suspensive, c'est-à-dire que les parties conviendraient de l'existence de la vente dès que le vétérinaire constate que l'état de l'animal peut la rendre parfaite.

2° Inconvénients.

L'Acheteur pourrait ouvrir une action en garantie conventionnelle expresse ou tacite. C'est à cette dernière qu'il aurait le plus souvent recours. Qu'en résulterait-il ?

1° L'Acheteur devra fournir la preuve de la connaissance par le vendeur de la destination de l'animal. Celle-ci lui serait toujours nécessaire, quand bien même, le vice étant actuellement rédhibitoire, il entraîne de plein droit, dans l'état actuel de la législation, la rédhibition.

2° L'Acheteur devra prouver la gravité du vice, son caractère occulte et son antériorité à la vente. Dans le cas des six vices pour le cheval, de la laderie pour le porc ou de la tuberculose pour les bovins, la législation actuelle les présume graves et antérieurs à la vente. Lors d'action introduite en garantie conventionnelle, le demandeur serait tenu de fournir ses preuves, même lorsque la législation actuelle sur les vices rédhibitoires les présume graves et antérieurs à la vente. L'expertise serait un des moyens prévus par la loi pour répondre à ces questions.

3° Les tribunaux commettraient des experts dont la mission serait nettement élargie par rapport à celle qui leur était confiée dans le cadre de la législation spéciale aux vices rédhibitoires. En effet, pour s'éclairer, les juges demanderaient au vétérinaire-expert d'examiner « l'apparence, la gravité, l'incurabilité, la fréquence, l'incubation,

les effets du vice allégué ». Est-ce à dire que les justiciables y perdraient ? Des experts qualifiés pourraient parfois — et plus souvent que dans l'état actuel de la législation — se prononcer différemment sur des questions aussi délicates.

4° Les tribunaux, seuls compétents pour apprécier du « bref délai » et pour déclarer « vice rédhibitoire » une affection, pourraient rendre des jugements divers, peut-être même contradictoires. D'ailleurs le législateur confierait-il à la prudence des juges le soin de suppléer à l'insuffisance du Code civil ?

5° Rappelons que la procédure de droit commun est longue et coûteuse. DARRAS en 1926 avait proposé un projet de loi en trois articles :

« ARTICLE PREMIER. — L'action en garantie, dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques est régie, à défaut de conventions contraires, par le Droit commun des articles 1.641 et suivants du Code civil .

ARTICLE 2. — Le délai de garantie est de neuf jours.

ARTICLE 3. — La procédure prévue par la loi du 2 août 1884, modifiée par la loi du 24 février 1914, est toujours applicable, sauf en ce qu'elle a de contraire aux dispositions de la présente loi. »

Amélioration du Code civil en conservant la procédure rapide de la garantie spéciale, ce projet souffre d'un délai uniforme fixé bien arbitrairement.

6° Enfin ce projet de garantie illimitée est injuste envers l'acheteur. Celui-ci donne une chose certaine, un prix, et ne reçoit en échange qu'une chose incertaine, un objet présumé avoir telle ou telle qualité.

3° Conclusions.

1° Revenir au droit commun, c'est revenir à la situation antérieure à la loi de 1838. Le Marquis de la Place, rapporteur de la loi, la décrit ainsi :

« On ne peut méconnaître qu'une telle législation ne favorise, par l'incertitude de ces dispositions, la fraude et la mauvaise foi ; qu'elle n'apporte aussi des entraves aux relations commerciales et qu'en abandonnant aux tribunaux l'appréciation de circonstances aussi diverses, elle ne leur laisse une trop grande latitude pour leurs décisions et en substitue souvent l'arbitraire aux principes fixes et invariables qui devraient leur servir de règle. »

2° Par les dispositions du Code civil, il incombe à l'acheteur un si grand nombre de preuves que la difficulté de les réunir, loin d'étendre la garantie, en restreindrait le champ d'application.

3° Il faut disposer d'une nomenclature :

a) pour éviter les errements antérieurs à la loi de 1838. L'expert et les tribunaux ayant ainsi, dans certains cas, des règles précises à suivre.

b) pour ne léser ni l'acheteur ni le vendeur. Le vendeur de bonne foi ne peut connaître et soupçonner tous les vices tel qu'il lui serait demandé dans le système de garantie illimitée. L'acheteur connaît au moins des cas où il aura une garantie sûre.

c) pour donner une base certaine au vétérinaire appelé à conseiller l'acheteur qui veut poursuivre en justice.

III. — MODIFICATION DE LA LOI SUR LES VICES REDHIBITOIRES.

Pour se dispenser des reproches cités dans notre seconde partie, la nouvelle loi devrait :

a) Revoir sa nomenclature ;

b) Ne plus s'approprier les articles 1.641 à 1.649 du Code civil.

A. — Le Problème de la Nomenclature.

Il s'agit d'assurer à la nouvelle loi une structure qui lui permette de se modifier aussi profondément et aussi souvent que l'exigeront les nouveautés scientifiques et les réalités économiques.

1. — *Modification de la structure de la loi.*

La liste-nomenclature des vices rédhibitoires dans les différentes espèces animales ne sera plus incluse dans le corps même de la loi. Elle sera déterminée par un règlement d'administration publique.

Dès 1838 un tel système, laissant à la charge du Ministre le soin de déterminer ou de modifier la nomenclature, avait été proposé.

L'article 83 du projet de Code rural de 1868 proposait une liste de vices rédhibitoires et stipulait, en dernier alinéa, que « la nomenclature des vices rédhibitoires peu être modifiée par des règlements d'administration publique ».

a) En 1838, comme en 1868 le législateur refusa cet amendement pour les raisons suivantes :

1° « Quand il est question des rapports des citoyens entre eux, de déterminer quel doit être le sort d'un contrat qui fait passer un animal de la main d'un individu dans celle d'un autre », donc de régler les intérêts privés, un règlement d'administration publique ne peut intervenir. C'est une œuvre législative, et,

2° en cette matière le législateur ne saurait déléguer son pouvoir à l'exécutif.

b) Valeur de ces arguments — Le refus du législateur se comprend mal car :

1° Ce sont les hommes de science qui sont les véritables auteurs de la nomenclature et « les nomenclatures sont sanctionnées plutôt qu'elles ne sont dressées par le pouvoir législatif » ; l'intervention de ce pouvoir est donc, « pour ainsi dire, de pure forme ». « Cette intervention ne pourrait être perpétuellement sollicitée » . Le législateur ne réagissant qu'avec une sage lenteur, les intérêts des particuliers sont souvent lésés, car, « en cette matière, il faut marcher vite, il faut suivre les progrès de la science, et l'Administration seule le peut : le pouvoir législatif n'a pas et ne peut avoir de ces allures ».

2° Il ne peut s'agir de conflits de pouvoir. Le pouvoir législatif admet pas l'article 1.641 du Code civil et la « loi spéciale qu'il vote, les caractères généraux des vices rédhibitoires ». Il a fait son œuvre et il pourrait très bien alors déléguer « à l'Administration le soin de faire un règlement qui s'incorpore à la loi, en fixe les détails et a la même force qu'elle ».

3° Nos voisins belges, en 1850, s'inspirant de la loi française du 20 mai 1838, ont voté une loi sur les vices rédhibitoires: Cependant, pour les mêmes raisons que nous exposons, ils ont laissé au Gouvernement le soin de désigner, dans les différentes espèces animales, les

maladies ou défauts rédhibitoires. « Il serait en effet difficile, pour ne pas dire impossible, que les Chambres décidassent en connaissance de cause des questions que présente cette énumération. Le Gouvernement est mieux en position de le faire, en s'éclairant des lumières que lui fourniront les hommes de science auxquels il devra nécessairement avoir recours. Le Gouvernement, à l'aide de ce droit, aura plus de facilité que les Chambres, pour rectifier les erreurs que pourra présenter un premier travail de cette nature, et pour combler les lacunes que l'expérience pourra révéler ».

4° enfin, est-il encore nécessaire de savoir, pour être plus convaincant, que la loi sur les maladies contagieuses a pris de telles dispositions et que les effets en sont heureux.

2. — *La nomenclature concernera des maladies de haute gravité médicale et de haute importance économique, incompatibles avec la possession utile de l'animal acheté.*

Nous allons nous attacher à apporter des solutions aux questions soulevées dans notre seconde partie.

a) *De la tuberculose.*

Pour remédier aux dangers de contagion par bovin tuberculeux introduit dans une étable saine pendant le délai qui s'écoule entre sa livraison et le moment où il est tuberculiné par l'acheteur. M. le Professeur BRION propose que, dans les jours qui précèdent sa mise en vente, l'animal soit obligatoirement tuberculiné. S'il est reconnu atteint de tuberculose, il sera marqué au T et ne quittera l'exploitation du vendeur « qu'à destination directe d'un clos d'équarrissage ou d'un abattoir ». Si

l'animal n'est pas atteint de tuberculose, il pourra alors être mis en vente. Si une telle loi était admise, que se passerait-il en pratique ?

Dans les premiers temps de sa promulgation les vétérinaires seraient appelés à la fois pour tuberculiner le bovin chez le vendeur et chez l'acheteur. En effet l'acheteur, recevant l'animal accompagné d'un certificat mentionnant la réaction négative à la tuberculine, renouvelerait cette opération, arguant :

1° Soit d'une imperfection de la tuberculation :

- pratiquée chez le vendeur. il n'a pu en contrôler le déroulement ;
- effectuée trop avant la conclusion du contrat, l'animal a pu s'infecter depuis ;
- effectuée trop près du jour de la vente, l'animal pouvait n'être qu'en période de pré-allergie.

2° Soit d'une fraude possible : falsification des certificats, désensibilisation à la tuberculine, par divers moyens, etc.

Toutefois, ces deux motifs — sans en nier, dans certains cas, la valeur — perdraient petit à petit de leur importance et l'acheteur, bien vite et à raison, s'accommoderait de cette manière de procéder.

En outre, en supprimant la rédhibition, cette loi d'esprit très pur — mettrait un terme aux problèmes touchant des conséquences d'une tuberculation d'achat et du délai d'assignation imparti au demandeur.

α / La tuberculation d'achat : On conçoit la méfiance du vendeur vis à vis d'une tuberculation dont il n'a pu vérifier les phases et qui aboutit, de deux manières différentes, à la manifestation d'acte de propriété de la part de l'acheteur.

L'apposition de la marque T, indélébile, peut, en effet, être considérée comme un acte de possession. Elle ne l'est plus si l'acheteur éventuel fait signer, au moment de la vente, un billet engageant le vendeur à reprendre l'animal marqué d'un T. Au reste, en tout état de cause l'acheteur ne fait qu'obéir à un texte législatif.

La tuberculation, demandée par l'acheteur, réveille et aggrave des lésions latentes de tuberculose et ainsi modifie profondément l'animal. On se garde bien, à raison, de porter un tel fait à la connaissance de tout un chacun.

β / Le délai d'assignation : Les articles 292, paragraphe 3 du Code rural, et 291, paragraphe 2 du Code rural, se contredisent quant à la durée du délai d'assignation et il est prudent actuellement de conseiller à l'acheteur d'assigner dans les quinze jours francs, même si le vendeur a été cité à l'expertise.

Cette loi comporterait donc le triple avantage de supprimer à la fois les dangers de contagion et les contestations relatives au délai d'assignation ou consécutives à la tuberculation d'achat.

b) *Des autres maladies.*

Le silence de la loi de 1884 sur les maladies telles la brucellose bovine ou les cardiopathies graves lèse les intérêts des acheteurs.

L'article premier du décret n° 63-136 du 18 février 1963, relatif aux mesures de lutte contre les maladies des animaux, (J. off. du 20 février 1963) énonce :

« L'article premier de l'article 214 du Code rural est complété par les dispositions suivantes :

Des décrets en conseil d'Etat définiront les modalités selon lesquelles pourront être prises les mesures de lutte contre les maladies des animaux, non ainsi réputées contagieuses. ».

Nous pouvons penser que ce décret intéresse l'établissement d'une prophylaxie dirigée de la brucellose bovine dans un proche avenir. Le législateur ne semble donc pas décidé à classer la brucellose bovine « maladie réputée légalement contagieuse ». Certains auteurs (BRION, LINON, THÉRY) réclament alors son admission dans la nomenclature des vices rédhibitoires.

Sans nier les difficultés de présumer antérieurement à la vente une telle maladie, sans ignorer non plus les difficultés d'un diagnostic qui, ne pouvant être qu'expérimental, devra tenir compte aussi de l'état sanitaire des étables respectives des deux parties et d'agglutinations vaccinales, le législateur ne saurait ordonner une prophylaxie de la brucellose bovine, sans considérer cette affection comme ou contagieuse ou vice rédhibitoire ou encore, l'animal qu'elle atteint, comme impropre à la vente.

Nous ne saurions désigner toutes les maladies qui pourraient être qualifiées de rédhibitoires. 1° Ce n'est pas le but de notre travail de faire œuvre de législateur et, d'ailleurs, nous n'en aurions point la compétence. Cependant une myocardite grave, ou une péricardite par corps étranger ou certaines coliques d'origine thrombo-embolique mériteraient, à notre sens, l'appellation rédhibitoire ;

2° Faute de pouvoir inscrire tous les vices dans la nomenclature et d'attribuer à chacun d'eux le délai dont il fera l'objet, le législateur donnera explicitement à l'acheteur, en vertu des articles 1.641 à 1.649 du Code civil, la possibilité d'actionner son vendeur en garantie pour les autres vices cachés.

B. — La nouvelle loi stipulera que les articles 1641 à 1649 du Code civil pourront être appliqués pour les vices et espèces animales qu'elle ne désigne pas.

En d'autres termes, le mot « seuls » de l'expression « donneront SEULS ouverture aux articles 1.641 et suivants du Code civil » (article 2 de la loi du 2 août 1884) sera supprimé.

Ce retour au droit commun distribuerait moins parcimonieusement la Justice à l'acheteur. En fait, ce ne serait que « l'application légale » d'un système de garantie conventionnelle qui fait jurisprudence actuellement tout en étant « hors la loi ». Cette extension considérable de la garantie conventionnelle tacite augmenterait-elle le nombre de procès ? Il semblerait que oui ; cependant nous connaissons le nombre de preuves à fournir, et la difficulté de les réunir limiterait les procès.

La procédure à suivre serait celle de Droit commun. Toutefois, il conviendrait, sinon de l'alléger, du moins d'élargir la compétence des Tribunaux de première instance. En effet nombre de maladies pourraient être rédhibitoires, si bien que le sens restrictif de ce mot consacré par la loi de 1884 se trouverait très étendu. On comprendrait mal alors que le Tribunal d'instance soit compétent « en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.500 NF et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever », pour un nombre limité de maladies rédhibitoires, et que pour d'autres sa compétence s'élève « en

dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1.500 NF et, à charge d'appel, jusqu'à la valeur de 3.000 NF. Le sens large donné au mot vice rédhibitoire impliquerait de donner au Tribunal de première instance de connaître des maladies rédhibitoires dans tous les cas et « à quelque valeur que la demande puisse s'élever ».

Il s'agit non de supprimer toute garantie, ni d'abroger la loi sur les vices rédhibitoires, mais de modifier les dispositions actuelles.

La structure de la loi nouvelle sera copiée sur celle relative aux maladies contagieuses. Elle s'en rapportera aux articles 1.641 et suivants du Code civil comme le fait actuellement la loi de 1884. Ces mêmes articles pourront être appliqués dans le cadre d'une garantie des autres défauts cachés non prévus par la loi nouvelle. De par la caractéristique la plus habituelle des ventes d'animaux domestiques, la garantie sera le plus souvent conventionnelle tacite.

CONCLUSIONS

La législation actuelle :

1° Ignore des maladies de haute importance économique et médicale, et en conserve d'autres dont on comprend mal la place.

2° Soustrait à la garantie les maladies et espèces autres que celles qu'elle désigne.

3° Oblige la Jurisprudence à rendre des jugements hérétiques pour tempérer ses effets.

Il y a nécessité de la modifier :

1° La nomenclature pourrait être déterminée par un règlement d'administration publique.

2° Les actions permises par les articles 1.641 et suivants du Code civil autorisées pour les maladies et espèces qu'elle n'énumérerait pas.

L'Acuité d'une réforme et la manière de la conduire sont renforcées par les accords multilatéraux que passe la France avec les autres pays du Marché Commun. Ces pays ont une législation spéciale aux vices rédhibitoires. Nous ne saurions nous distinguer par l'abrogation de la nôtre.

Aussi voyons-nous dans une étude de droit comparé des législations des différents pays du Marché Commun le sujet d'un travail ultérieur.

VU : *le Directeur
de l'Ecole Nationale
Vétérinaire de Lyon,*

R. FLORIO

*Le Professeur responsable
de l'Ecole Nationale
Vétérinaire :*

COTTEREAU

Vu : *le Doyen,*

CIER

Le Président de la thèse :

ROCHE

Vu et permis d'imprimer

Lyon, le 19 février 1964

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

P. LOUIS

BIBLIOGRAPHIE

- ABORD (A.). — Note relative à l'abrogation éventuelle de la législation sur les vices rédhibitoires des animaux domestiques. *Bull. Acad. Vét.*, nov. 1962 (35), 403.
- ALT-SAAD. — Garantie contre les vices cachés des animaux domestiques. Etude de droit comparé. Thèse de Doctorat Vétérinaire, Paris, 1949.
- BRION (A.). — Précis de jurisprudence Vétérinaire. Vigot Frères, Editeurs, Paris, 1962.
— *Bull. Acad. Vét.*, mars 1962, (34). 89.
- CHARTON (A.). — De la garantie conventionnelle tacite dans les ventes et échanges d'animaux domestiques. A propos d'un arrêt de la cour de cassation. *Rec. Méd. Vét.*, mars 1943, 42.
- CONTE (A.). — Jurisprudence vétérinaire. Librairie J.-B. Baillière et Fils, Paris, 1898.
- CONTE (A.) et PLEINDOUX (B.). — Jurisprudence commerciale vétérinaire. Editions Mistral, Cavaillon, 1942.
- DALLOZ. — Code civil, édition 1962 ; Code rural et forestier, édition 1961.
- DARRAS (J.). — La loi du 2 août 1884 et le droit commun dans les ventes d'animaux domestiques. Thèse de Doctorat Vétérinaire, Paris, 1926.
- DEBLAPLACE (S.). — Sur les vices cachés des animaux domestiques. Thèse de Doctorat Vétérinaire, Toulouse, 1959.

- FLORIO (R.). — Cours magistral de jurisprudence vétérinaire. Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon, 1963.
- FORMISYN (L.). — Le réforme judiciaire de 1958 et ses incidences sur la jurisprudence vétérinaire. Thèse de Doctorat Vétérinaire, Lyon, 1962.
- GABEREL (A.). — Les articles 1641 à 1649 du Code civil et la garantie des vices cachés dans les ventes d'animaux domestiques. Thèse de Doctorat Vétérinaire, Toulouse, 1948.
- GAUWAIN (P.). — Législation rurale. Firmin Didot et C^{ie}, Editeurs, Paris, 1890.
- GONNEAUD (L.). — Des actions ouvertes à l'acheteur d'animaux domestiques. Thèse de Doctorat Vétérinaire, Lyon, 1957.
- GOULAY (A.). — Bric-à-brac. Editions de la revue « Nos Animaux », Paris, 1930.
- LASSERRE (R.). — Funiculites aiguës de castration et jurisprudence. *Rev. Méd. Vét.*, 1937, 709.
- LINON (G.). — Précis de droit français relatif aux animaux domestiques, aux viandes et aux produits d'origine animale. Librairie du Sirey, Paris, 1951.
- REY (A.). — Traité de jurisprudence vétérinaire contenant la législation sur les vices rédhibitoires et la garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques. Librairie F. Savy, Paris, 1875.
- THÉRY (A.). — La brucellose bovine. Vice caché. Thèse de Doctorat Vétérinaire, Toulouse, 1959.
- VAN ALLEYNES (G.). — Traité théorique et pratique des vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques. G. Larcier Aîné, Editeur, 36, boulevard du Hainaut, Bruxelles, 1879.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	13
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Historique et justification de la loi</i>	15
I. — Avant 1804	15
II. — De 1804 à la promulgation de la loi de 1838	17
III. — Préparation et promulgation de la loi du 20 mai 1838	18
IV. — Discussion de la loi du 20 mai 1838	21
V. — Révision de la loi du 20 mai 1838	22
VI. — Textes légaux en vigueur	23
1° Les articles 1,641 à 1,649 du Code Civil	23
2° Le Code Rural, titre VI, articles 284 à 294	23
VII. — Conclusions : Justification de loi. Esprit du législateur	28
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Critiques de la loi</i>	29
I. — Principaux perfectionnements	29
II. — Avantages communs aux deux lois	31
1° Rôle de l'expert	31
2° Unification de la législation de fixité de la jurisprudence	32
III. — Inconvénients de la loi de 1884	35
1° Conséquences de son application ri- goureuse	35
2° La loi de 1884 n'est modifiable que par une autre loi	37
3° Certains articles de la loi sont surannés	38
a) d'un point de vue scientifique	38
b) d'un point de vue économique	39
4° La loi est en contradiction avec les règles d'une prophylaxie sanitaire ..	41

TROISIÈME PARTIE. — <i>Jurisprudence actuelle</i>	43
I. — Garantie légale	43
II. — Garantie conventionnelle	44
1. Définition - Bases - Types	44
2. Garantie conventionnelle expresse	44
3. Garantie conventionnelle tacite	45
III. — Conditions de recevabilité de l'action. Procédure	47
1. Garantie légale	47
a) Conditions de recevabilité de l'action en garantie légale	47
b) Tribunaux compétents	49
c) Procédure	50
2. Garantie conventionnelle	52
a) Conditions de recevabilité de l'action	52
b) Tribunaux compétents	53
c) Procédure devant les tribunaux civils	54
— Délais	54
— Procédure devant le tribunal d'instance	55
— Procédure devant le tribunal de grande instance	55
d) Procédure devant les tribunaux de commerce	57
IV. — Conclusions	58
1. De la garantie des vices cachés	58
2. De la procédure	59
QUATRIÈME PARTIE. — <i>Projets de loi</i>	61
I. — Suppression de toute garantie dans le commerce des animaux domestiques	61
II. — Abrogation de la loi sur les vices rédhibitoires	62
1. Avantages	62
2. Inconvénients	63
3. Conclusions	65
III. — Modification de la loi sur les vices rédhibitoires	66
A) Le problème de la nomenclature	66
1. Modification de la structure de la loi	66
2. Maladies concernées par la nomenclature	68
a) De la tuberculose	68
b) Des autres maladies	70
B) Dispositions particulières de la nouvelle loi	72
CONCLUSION	75
BIBLIOGRAPHIE	77

